

replier vers le sud. Peu de temps après, le Liptako fera acte formel d'allégeance à Sokoto (Nigeria), tandis que le Masina tentera, sans succès, de réunir les commandements du Jelgoji sous son égide.

### **La conquête française et la période coloniale (1895-1960)**

En mai 1895, une colonne française, partie de Bandiagara et commandée par le capitaine Destenave, arrive à Ouahigouya, résidence du Yatenga naaba Baogo (1885-1895), qui doit faire face depuis plusieurs années à une révolte armée d'une partie de l'aristocratie du royaume, soutenue par les Peuls du commandement de Tyu. Un mois plus tard, en juin, alors que le Yatenga est devenu protectorat français par traité, Naaba Baogo meurt à la bataille de Tyu et laisse ainsi la place au chef de ses adversaires, Naaba Bulli (1895-1899), sur lequel les Français vont s'appuyer, tandis que les partisans du souverain défunt entreront en dissidence. Entre 1895 et 1897, le reste du Moogo, le Gurma et les territoires peuls passent sous domination française. La conquête de l'Ouest et du Sud-Ouest se déroule entre 1897 (occupation de Dédougou, de Bobo-Dioulasso et Diébougou, puis de Banfora) et 1901, année de la pénétration en pays lobi. Presque partout, les Français se heurtent à une résistance armée, qui est particulièrement vive dans l'Ouest.

D'abord territoire militaire de la Sénégalie-Niger, le Burkina Faso devient en 1904 territoire du Haut-Sénégal-Niger ; elle passe sous administration civile à partir de 1909, mais, dans certaines régions, le retrait de l'administration militaire ne se fera que dans les années vingt ou même trente (pays lobi). En 1919, la Haute-Volta devient l'un des territoires constituant l'Afrique occidentale française. Entre 1895-1897 et 1919, les révoltes n'ont pas cessé, nées des excès des « colonnes », des maladroites de l'administration et des premiers recrutements autoritaires. C'est en pays bwa, marka et « gourounsi » (nord-ouest et ouest d'entre Volta Rouge et Volta Noire) qu'éclate la grande révolte de 1915-1917, qui sera suivie d'une répression sévère, mais aussi d'une rectification sensible de certaines erreurs de l'administration, notamment en matière de choix des chefs de canton. Après la période des recrutements militaires de la guerre de 1914-1918 vient le temps des recrutements de main-d'œuvre : le projet de création d'un Office du Niger, chargé de la mise en valeur du delta intérieur du fleuve (Mali actuel, région de Ségou) et les besoins en main-d'œuvre des planteurs français de la Côte-d'Ivoire conduisent les autorités coloniales à démanteler la Haute-Volta en 1932. Le Jelgoji, le Yatenga et le nord-ouest du pays sont intégrés au Soudan français (qui deviendra le Mali en 1960), le Liptako et l'Udalan sont rattachés au Niger, le reste de la Haute-Volta, sous le nom de Haute-Côte-d'Ivoire, devenant partie intégrante de la Côte-d'Ivoire. À la période des « grands travaux » et des recrutements intensifs fait suite, entre 1936 et 1939, une période sensiblement plus libérale, qui s'achève brutalement avec « l'effort de guerre » de 1939-1945. En 1946, le travail obligatoire est supprimé, et, en 1947, la Haute-Volta retrouve son unité.

C'est en 1946 que les formations politiques sont autorisées. Le Rassemblement démocratique africain, créé la même année en Côte-d'Ivoire, va jouer un rôle capital dans l'éveil politique de la Haute-Volta, qui s'accompagnera, en pays moogo, d'une remise en cause du rôle de la chefferie traditionnelle. En 1956, la section voltaïque du R.D.A. prend le nom de Parti démocratique unifié, qui devient à son tour l'Union démocratique voltaïque, dont les deux